

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 27/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE

Maraval
46270 Cuzac

N° inspection: 12-CARMIN-2023-18
Code AIOT : 0006800183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE implanté Le Grézat 12300 Saint-Santin. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE
- Le Grézat 12300 Saint-Santin
- Code AIOT : 0006800183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière d'andésite autorisée en 2018 pour une durée de 20 ans pour une production annuelle moyenne de 40 000t/an.
Cette carrière fonctionne par campagne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection 2018
- Aire de ravitaillement
- surveillance poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Mesures des retombées poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Aire de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi inspection 2018	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE2.2	/	Sans objet
2	Suivi inspection 2018	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE1	/	Sans objet
3	Entretien des dispositifs de réduction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1.bis	/	Sans objet
4	Points de rejet-Rejets canalisés	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	/	Sans objet
6	Entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1	/	Sans objet
7	Ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.2	/	Sans objet
9	Groupe électrogène	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.5	/	Sans objet
10	Elimination	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.10	/	Sans objet
11	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence de cuve d'hydrocarbures et d'entretien sur le site, il est toléré l'absence d'aire étanche

fixe. Néanmoins, le stationnement prolongé des engins doit être pris en compte et l'exploitant devra engager la réflexion de mise en place d'une aire mobile constituée d'une géomembrane avec sable ou de tout autre dispositif équivalent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi inspection 2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Cote extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale d'excavation est fixée à 197m NGF. Les fronts ne doivent pas dépasser une hauteur de 14mètres et une pente de 80°. Une banquette d'au moins 6 mètres est conservée entre 2 fronts en exploitation.[...]
Constats : La cote d'extraction atteinte lors de la dernière campagne est 197-198m NGF. Il subsiste environ 500 mètres linéaire de fronts historiques dont la hauteur est supérieur à 14 mètres. Cette reprise des fronts nécessite le déplacement de la ligne électrique. La reprise des fronts historiques a été acté lors du dossier d'autorisation de 2017. Les banquettes ont une largeur de 6 mètres hormis la banquette intermédiaire d'une largeur de 3 mètres (historique) et qui n'est pour le moment pas accessible pour des raisons de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi inspection 2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE1
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celles des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un bassin de décantation qui est dimensionnée pour une pluie d'occurrence décennale. La capacité de ces bassins est ajusté au fur et à mesure de l'exploitation afin que toutes les eaux de ruissellement du site soient traitées par décantation avant leur rejet dans le milieu naturel. Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement.
Constats : L'ensemble des eaux de ruissellement du site sont dirigées vers le bassin décantation. Ce bassin est ajusté au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction. Un nouveau bassin temporaire a été créé, lors de la dernière campagne, pour recueillir les eaux du carreau. Il n'y a pas eu de besoin de curage du bassin.
Observations : Les eaux transitant pas le nouveau bassin temporaire et se rejetant dans le ruisseau devront faire l'objet d'analyses annuelles en période de hautes eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entretien des dispositifs de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Sur le site de la carrière, il n'existe aucun dispositif de réduction d'émission de poussières (carrière fonctionnant par campagne et installation de traitement mobile).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de rejet-Rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.
Constats : L'installation de traitement mobile, non présente sur le site le jour de l'inspection, est selon l'exploitant dépourvu de dispositions particulières (capotage, brumisation, etc.). Le rejet est diffus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures des retombées poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesure de retombées de poussières (plaquettes) a été réalisée en juillet 2019 dont les résultats sont bien inférieures aux seuils applicables pour la surveillance au titre des carrières (500mg/m2/j).</p> <p>Bien que l'installation mobile fonctionne sur une période inférieure à 6 mois, cette période étant redondante chaque année, il doit être procédé à la mesure des retombées de poussières à chaque campagne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 6 : Entretien des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entretien des engins de chantier n'est pas réalisé sur le site de la carrière.
Constats : Aucun entretien des engins n'est réalisé sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Ravitaillement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins est réalisé de manière à éviter tout épanchement d'hydrocarbures. Des kits anti-pollution sont présents en permanence dans les engins en phase d'exploitation. Ce dispositif est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants.
Constats : Un kit anti-pollution est présent dans le chargeur. L'exploitant dispose également d'un stock d'absorbant dans le local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Aire de ravitaillement et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le ravitaillement des engins est effectué en bord à bord. Un kit anti-pollution est présent dans l'engin. Il n'y a pas de cuve d'hydrocarbures sur le site nécessitant une aire étanche fixe. Aucun entretien n'est effectué sur le site. En revanche, le chargeur est stationné de manière permanente sur le site.
Observations : Le chargeur étant stationné de manière permanente sur le site et la carrière se situant au sein du périmètre de protection éloigné d'un captage d'eau potable, il est demandé à l'exploitant de créer une zone provisoire pouvant être constitué d'une géomembrane et de sable ou tout autre dispositif équivalent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 9 : Groupe électrogène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le groupe électrogène permettant le fonctionnement du pont bascule et la fourniture d'électricité pour les locaux est équipé d'un bac de rétention. Ce bac est vidangé autant que de besoin.
Constats : Il n'y a pas à l'heure actuelle de groupe électrogène sur le site de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Elimination

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure en cas de pollution accidentelle. Cette procédure inclut un protocole d'information des gendarmeries et mairies concernées par les périmètres de protection éloignées des captages de Lacombe (situé à 1,4km en aval sud du site) et de Decazeville (situé à 3,5km en aval sud du site). En cas de pollution accidentelle, les zones contaminées sont rapidement traitées et purgées par utilisation de produits adsorbants pour concentrer et isoler le polluant, et les matériaux pollués évacués vers un site de traitement agréé.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure d'alerte en cas de pollution accidentelle (information des mairies et de la gendarmerie).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un seul point de rejet dans le milieu naturel est identifié : il s'agit de la buse de rejet du bassin de décantation dans le ruisseau de Gerles. La qualité des eaux est surveillée au niveau de ce rejet par prélèvements annuels, réalisés en période de hautes eaux, aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé. Les eaux respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5- la température est inférieure à 30°C- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5mg/l [...]
Constats : La dernière analyse de décembre 2022 indique des valeurs conformes aux seuils définis dans la prescription (MES : 5,9 ; DCO : 10 ; Hydrocarbures : 0,5 ; pH : 8,2 ; T° : 8,8).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet